

N° DP 23/651

DECISION DU PRESIDENT

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC A TOULON AVENUE DES MOULINS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/75 du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/78 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public, ci-joint,

CONSIDERANT que la parcelle cadastrée section EW N°284 située sur la commune de Toulon, 790 avenue des Moulins sert d'assiette au réservoir d'eau potable « Saint-Antoine » inférieur,

CONSIDERANT que M. et Mme CLATOT riverains de cette parcelle qui constitue du domaine public l'occupent depuis des années suite à un accord qui leur a été délivré de façon informelle par le délégataire de l'époque chargé de la gestion des ouvrages liés à l'eau potable,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée n'est pas opposée à l'utilisation d'une portion de 300 m² environ de la parcelle cadastrée section EW N°284 par M. et Mme CLATOT,

CONSIDERANT que l'occupation privative du domaine public nécessite la délivrance d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public, ainsi que le paiement d'une redevance correspondant à cette utilisation privative,

CONSIDERANT que les conditions d'utilisation privative de cette portion de 300 m² de la parcelle cadastrée section EW N°284 sont prévues dans la convention, ci-joint,

CONSIDERANT que le montant de la redevance pour occupation privative du domaine public est fixé à deux cents euros (200 €),

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER M. et Mme CLATOT Jean à occuper de façon privative une portion de 300 m² de la parcelle sise à Toulon 790 avenue des Moulins cadastrée section EW n°284.

ARTICLE 2

DE SIGNER l'autorisation d'occupation temporaire accordée à M. et Mme CLATOT Jean leur permettant d'occuper une emprise de 300 m² sur le domaine public métropolitain conformément au plan joint de la commune de Toulon pour une période d'une année, moyennant une redevance annuelle de 200 € TTC.

ARTICLE 3

DE DIRE que les recettes seront inscrites au budget principal de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, section de fonctionnement, chapitre 70 fonction 844, article 70-323.

La présente Décision sera

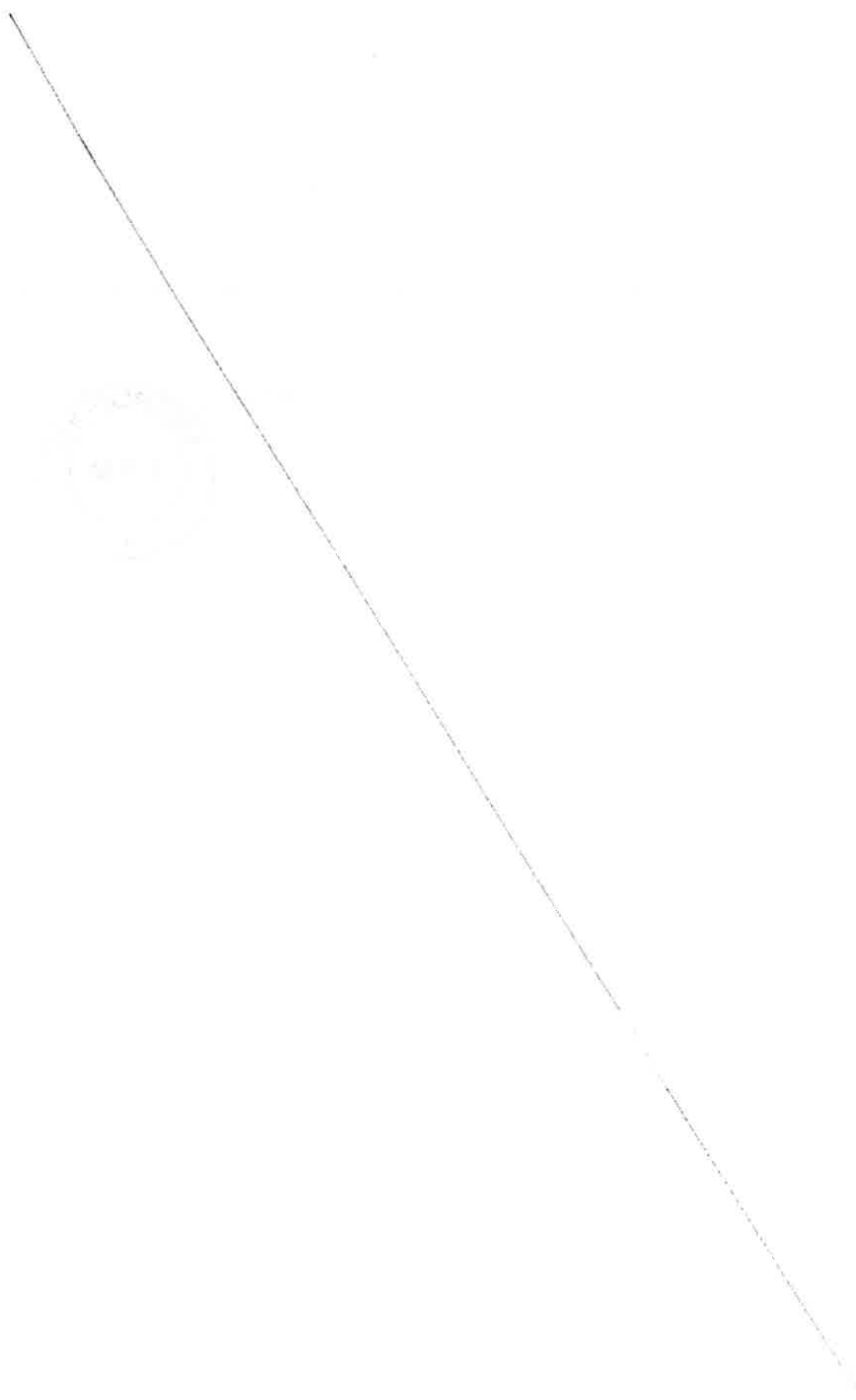
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 06 JUL. 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
D'UN TERRAIN CADASTRE SECTION EW n°284
CONSENTIE A M ET MME CLATOT JEAN-YVES
COMMUNE DE TOULON**

Le Président de la Métropole

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/75 du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/78 du 4 mai 2023 portant délégation au Président et au Bureau ,

VU la demande formulée par M ET Mme CLATOT Jean-Yves

VU la décision du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée
n° en date du

D E C I D E

ARTICLE 1 – CONTENU DE L'AUTORISATION

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est compétente depuis le 1^{er} janvier 2018 en matière de la gestion de l'eau potable. A ce titre elle assure par le biais de son délégataire la gestion et l'entretien des différents ouvrages liés notamment à la production et le traitement de l'eau potable.

La parcelle cadastrée section EW N°284 située sur la commune de Toulon, 790 avenue des Moulins sert d'assiette au réservoir d'eau potable « Saint-Antoine » inférieur.

M ET Mme CLATOT Jean-Yves riverains de cette parcelle qui constitue du domaine public l'occupent depuis des années suite à un accord qui leur a été délivré de façon informelle par le délégataire de l'époque chargé de la gestion des ouvrages liés à l'eau potable. Des petites constructions et un portail ont été installés sur ce terrain par M et Mme CLATOT. Afin de régulariser cette situation et cette occupation privative de la parcelle EW284 il y a lieu de formaliser cette occupation.

M et Mme CLATOT Jean-Yves sont autorisés à occuper une portion de 300 M² environ de la parcelle cadastrée section EW n °284 située sur la commune de Toulon, 790 Avenue des Moulins. Cette portion de terrain est située en contrebas du réservoir d'eau potable « Saint-Antoine » inférieur.

L'occupant ne pourra pas entreposer sur ce terrain ses véhicules. Les constructions existantes pourront demeurer à l'exception du portail qui devra **être installé en retrait de 10 mètres de la voie de circulation conformément au plan joint pour ne pas faire obstacle au passage des véhicules et agents chargés de l'entretien du réservoir d'eau potable, ainsi qu'au propriétaire de la parcelle cadastrée section EW N°0283.**

De plus M et Me CLATOT ne devront déposer sur cette bande de terrain située entre la voie de circulation et leur portail aucune pierre ni obstacle qui gênerait la circulation et les manoeuvres sur cette bande de terrain.

De plus le bénéficiaire de cette autorisation doit laisser libre l'accès à la restanque qui soutient les terres de la parcelle cadastrée section EW n°284 afin que les services métropolitains puissent intervenir sur celle-ci.

ARTICLE 2 – DURÉE

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an. Elle prendra effet à compter de la notification de celle-ci.

La présente autorisation, de caractère précaire et révocable, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

ARTICLE 3 – CLAUSES FINANCIERES

1°/ Redevance

La redevance est fixée, pour l'année à 200 € (Deux cents euros).

2°/ Impôts et taxes

Le bénéficiaire de la présente autorisation devra seul supporter la charge de tous les impôts auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente autorisation.

3°/ Modalités de règlement

Le bénéficiaire acquittera cette redevance auprès de la Trésorerie municipale de Toulon, à réception l'avis des sommes à payer. Le chèque devra être libellés à l'ordre du Trésor Public.

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard : les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

ARTICLE 4 – CARACTERE PERSONNEL ET INCESSIBLE

La présente autorisation est souscrite à titre strictement personnel et sans constitution de droits réels. Elle ne saurait être cédée, louée ou déléguée, à titre gratuit ou payant. Elle fera l'objet d'une occupation et d'une utilisation directe, sans discontinuité, au nom du bénéficiaire et d'une remise en état des lieux à la fin de la durée de l'autorisation d'occupation, dernier délai, dans les conditions fixées aux articles suivants.

L'emplacement, objet de la présente autorisation, fait partie intégrante du domaine public. A ce titre, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas :

- se prévaloir de la propriété commerciale,
- mettre en gérance ou sous-louer l'emplacement,
- se prévaloir des dispositions des articles L. 145-1 à L.145-60 du Code de commerce.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'OCCUPATION

Le Bénéficiaire s'engage :

- à occuper les lieux conformément aux lois et règlements relatifs à son activité,
- à maintenir la parcelle, ses abords et installations en parfait état de propreté et d'entretien,
- à ne procéder à aucune extension sous peine de poursuite pour occupation sans titre du domaine public,
- à se conformer à toutes les prescriptions générales et particulières données par les agents de Toulon Provence Méditerranée,
- à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne l'hygiène, la salubrité, la police, la sécurité et la tranquillité publique, et le cas échéant le code du travail,

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit dans l'intérêt de l'exploitation de du réservoir d'eau potable, soit pour parfaire son aménagement, soit pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de les faire exécuter où besoin est.

Dans ces éventualités, le bénéficiaire ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction des redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudice commerciaux.

Aucune demande ni réclamation ne pourra être émise par le bénéficiaire quant à l'état du chemin d'accès au terrain objet de l'autorisation d'occupation.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITES DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire de la présente autorisation devra souscrire une assurance responsabilité civile professionnelle le couvrant contre tous les risques pouvant survenir du fait de son installation et de ses activités sur le domaine public, de telle façon qu'en aucun cas la responsabilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne puisse être recherchée.

Cette assurance devra être souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable. Le titulaire de la présente autorisation devra justifier de ce contrat et présenter une quittance des primes versées sur simple demande de l'administration.

Il fera également son affaire de l'assurance des matériels et installations lui appartenant. La Métropole ne pourra en aucun cas être tenue responsable des accidents ou des dégradations qui pourraient leur survenir.

Le contrat d'assurance devra préciser que le titulaire de la présente autorisation et son assureur renoncent à tous recours contre la Métropole en raison des dommages de toute nature causés aux tiers, aux usagers du domaine public, ou aux installations, quelle que soit la cause des sinistres.

ARTICLE 7 – RENOUELEMENT

Toute demande de renouvellement d'autorisation pour l'année suivante doit obligatoirement faire l'objet d'un courrier adressé à Toulon Provence Méditerranée, Hôtel de la Métropole, Direction de l'Immobilier et du Foncier, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, deux mois avant la date d'échéance de la présente autorisation (cachet de la poste faisant foi).

Aucun renouvellement ultérieur ne sera consenti à un Bénéficiaire d'une autorisation d'occupation temporaire ayant fait l'objet d'une révocation ou d'une résiliation.

ARTICLE 8 – CESSATION

La cessation de l'occupation implique obligatoirement le rétablissement des lieux en leur état initial par les soins et aux frais du Bénéficiaire (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). A défaut d'exécution, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée à se substituer à lui et à ses frais.

1°/ La cessation à l'initiative du bénéficiaire

A la demande du bénéficiaire, la cessation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception acceptée par la Métropole.

2°/ La cessation à l'initiative de la Métropole

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut procéder à la révocation de la présente autorisation d'occupation temporaire pour défaut d'exécution des obligations du Bénéficiaire, notamment :

- non-respect ou inobservation des obligations énoncées ci-dessus,
- non-paiement des redevances afférentes à l'occupation du domaine public,
- est en situation de liquidation judiciaire ou condamnation pénale.

Cette révocation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité. Elle est immédiate et ne préjuge pas des éventuelles poursuites contentieuses.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut procéder au retrait de la présente autorisation d'occupation temporaire pour cause d'intérêt général.

Ce retrait intervient sur simple notification par lettre recommandée, avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité.

ARTICLE 9 – RECOURS

La présente autorisation peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Toulon, le

**Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée**

Projet de servitude de passage sur les parcelles

EW 0263, EW0087 et EW0284 au profit de la parcelle EW 0270

- ☒ Servitude sur parcelle EW 0284
☐ Servitude sur parcelle EW 0263
☐ Servitude sur parcelle EW 0087

Projet d'Autorisation d'Occupation Temporaire du Domaine Public
au profit de la parcelle EW 0270 avec retrait du portail à 10 mètres

☐ Emprise AOT

Recul de 10m portail

PLAN DE VISUALISATION

Dessiné par : David VINCENT

Révisé par : Michel MANDELLI

Approuvé : Jérémy BELLIER

22/06/2023

